

DECODAGES

Une croissance économique de mauvaise qualité



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Les économistes sont généralement d'accord pour reconnaître que la croissance économique est tirée par quatre facteurs.

Et cette croissance est d'autant plus forte que ces quatre facteurs jouent ensemble et en même temps.

La consommation, l'investissement, les exportations et la dépense publique c'est-à-dire l'instrument budgétaire font la croissance économique. Dans notre pays, à quoi est due la croissance économique de ces dernières années ? Certainement pas à la consommation puisque nous savons tous que nos ménages sont de plus en plus pauvres sous le double effet du chômage et de la détérioration de leur pouvoir d'achat. Même si la consommation des ménages a connu quelques frémissements ces trois dernières années, elle n'est pas suffisamment importante pour constituer un facteur de croissance.

Est-ce que notre croissance est due à une relance de nos exportations de divers produits industriels, agricoles ou encore de services ? Mis à part le secteur des hydrocarbures, nous savons que les carnets de commandes à l'exportation de nos entreprises, aussi bien publiques que privées,

sont vides (ou presque) — quelque 250 millions de dollars d'exportation de produits manufacturés, et agricoles ne constituent assurément pas un moteur de croissance économique. Dans ce domaine, le retard est considérable et cette question fait problème depuis longtemps.

Est-ce alors l'investissement qui a stimulé la croissance économique c'est-à-dire cet investissement qui est le fait d'entreprises et d'entrepreneurs dynamiques encouragés par un climat des affaires favorables.

L'investissement productif est en tout cas bien insuffisant pour fabriquer de la croissance économique. Selon les dernières données disponibles, le secteur privé aurait investi quelque 500 milliards de dinars durant ces cinq dernières années, soit 100 milliards de dinars par an. Les entreprises publiques quant à elles se débattent dans des problèmes de déficit financier et de découverts bancaires qui ne leur autorisent aucun effort d'investissement.

Il ne reste, pour notre économie, qu'un moteur (sur quatre) qui fonctionne pour tirer la croissance : le Trésor public, la dépense publique, l'instrument budgétaire. En d'autres temps,

nous aurions écrit : le déficit budgétaire qui, aujourd'hui, est voilé par des recettes fiscales pétrolières exceptionnelles.

Est-ce que le déficit budgétaire est toujours une mauvaise solution pour relancer la croissance ? Cela dépend bien entendu des effets qu'il produit sur l'économie.

Si le taux de croissance obtenu par déficit budgétaire est élevé, les recettes fiscales augmentent (car les bénéfices des entreprises augmentent et avec eux le montant des impôts qu'elles paient), les dépenses sociales baissent puisque les sommes payées par l'Etat dans le cadre de l'assurance-chômage (la croissance crée de l'emploi et diminue donc le nombre de chômeurs), les cotisations payées aux caisses d'assurances maladie augmentent (et en conséquence, les subventions de l'Etat baissent), de même, la situation financière des Caisses de retraite s'améliore. Le déficit budgétaire qui a servi à relancer la machine économique va donc reculer en fin d'exercice.

Si au contraire le taux de croissance économique obtenu est faible, si comme disent les économistes, la croissance reste molle c'est-à-dire en deçà des

potentialités de l'économie, les recettes fiscales engagées vont être d'un faible niveau et ne couvriront pas les dépenses et le déficit public va augmenter.

Les déficits "keynésiens" sont donc très utiles pour relancer une machine économique en panne sous réserves que les conditions institutionnelles, organisationnelles pour obtenir le plus fort taux de croissance possible soient réunies.

On creuse les déficits pour faire redémarrer la machine et lorsque la croissance est revenue, les déficits se combent naturellement.

Dans notre pays, l'embellie pétrolière déforme totalement la lisibilité de notre situation économique. Nous savons que, chez nous, les contraintes structurelles et systémiques à une croissance économique forte et durable sont nombreuses et les "fuites" de ressources sont considérables : là où un déficit budgétaire "n" peut déclencher une croissance économique de 6 à 7 points par exemple (lorsque les contraintes que nous avons signalées sont faibles) en Algérie le même déficit "n" ne fabriquera que 2 à 3 points de croissance et fera entrer l'économie dans la spirale infernale de la dette publique. C'est cela, la

mécanisme qui nous attend dès que les hydrocarbures ne pourront plus remplacer le déficit budgétaire.

Notre croissance économique actuelle est donc coûteuse et éphémère.

Une croissance robuste c'est-à-dire sans déficit public et sans inflation doit reposer sur les exportations, l'investissement et la consommation, c'est-à-dire, une croissance qui repose sur l'entreprise et ses exigences de rentabilité et de compétitivité. Et dans ce domaine, tout est à faire.

La bonne situation financière actuelle et les taux de croissance économique obtenus ces dernières années ne doivent pas nous cacher les nombreuses insuffisances qui minent notre économie.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

IL VA BIEN ET PLUS QUE BIEN !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Au sortir d'un entretien que leur a accordé Amar Tou, les psychologues du secteur public sont formels : « Le mal est profond ! »

On s'en doutait un peu...

Désolé ! Mais, comme tout le monde, j'ai vu les images. Et contrairement à tout ce qui s'est dit, contrairement aux rumeurs qui n'ont pas arrêté de circuler ces dernières semaines, contrairement à tous les apprentis croquemorts qui l'ont donné cliniquement fini ces dernières heures, je lui ai trouvé une mine superbe. Un beau sourire affiché sur toute la largeur du visage. Un regard aussi vif qu'alerte. Un teint frais rosé, sans un pli, ou presque. Le cheveu brillant et souple. La démarche aisée. Le geste ample et gracieux. La poignée de main ferme et solide. La voix sans une seule octave chevrotante. L'homme est en parfait état de santé. Rien à redire ! Il gambaderait presque pour contredire tous ceux qui ont voulu l'enterrer trop vite. Pourtant, Dieu sait qu'il y aurait motif à stress pour lui. S'il y en a un qui a toutes les

raisons de tomber gravement malade et de dépérir, c'est bien lui. Les attentats d'Al-Qaïda à travers le pays ont redoublé d'intensité et de férocité. Il y a des bombes ou des alertes à la bombe tous les jours. Des morts, tant du côté des civils que des forces de l'ordre. Des zones du pays où il est devenu dangereux d'aller. Des rues qui se sont transformées en bunkers, avec les gros blocs de béton posés devant les administrations, les barrages filtrants avec des policiers à la grosse moustache et au regard sévère, les feuilles systématiques des véhicules suspects, la traque aux sacs, sachets et paquets laissés dans des endroits publics. Bref, un climat d'enfer à vous rendre malade, à vous dévorer de l'intérieur et à casser n'importe quel autre chef d'Etat. Pas lui ! Le président irakien Jalal Talabani, 74 ans, a regagné Bagdad après une hospitalisation en urgence en Jordanie. Aujourd'hui, il va bien. Alhamdulillah ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

